

La consommation soutient toujours la croissance en 2005

Régis Arthaut, Danielle Besson, Georges Consalès,
division Synthèses des biens et services, Insee

En 2005, la dépense de consommation des ménages augmente de 2,1 % en volume. La hausse des prix est stable depuis trois ans en moyenne annuelle (+ 2,0 % en 2005). Malgré une progression modérée du pouvoir d'achat (+ 1,1 %), la dépense des ménages reste solide et constitue le socle de la croissance du PIB en 2005 (+ 1,2 %).

La dépense d'énergie est peu affectée par la hausse sensible des prix. Les achats d'automobiles progressent, mais profitent surtout aux marques étrangères. Les biens et services des technologies de l'information et de la communication séduisent toujours les consommateurs. C'est l'effet d'un renouvellement rapide de l'offre, dont l'attractivité est renforcée par les baisses de prix.

Les ménages consacrent une part de plus en plus importante de leur budget au logement et aux transports : ces deux postes cumulés atteignent 39,6 % de leurs dépenses en 2005.

Depuis 2001, la dépense de consommation des ménages en volume (*Définitions*) croît à un rythme compris entre 2,0 % et 2,5 %, demeurant ainsi le moteur principal de la croissance. Ce rythme est certes ralenti par rapport à la période de forte expansion de 1998 à 2000 (+ 3,6 % en moyenne), mais reste nettement plus élevé qu'entre 1991 et 1997, où il oscillait entre - 0,5 % (en 1993, année de récession) et

+ 1,6 %. La hausse de 2,1 % en 2005 se produit malgré un contexte peu favorable. En effet, le pouvoir d'achat ne progresse que modérément : + 1,1 % après + 2,2 % en 2004. Le dynamisme de la dépense de consommation, associé à l'évolution modérée du revenu disponible brut, signifie que les ménages ont fortement réduit leur taux d'épargne, qui passe de 15,8 % en 2004 à 14,9 % en 2005 (*tableau 1*). Les prix évoluent quasiment au même rythme en 2005 qu'en 2004 : + 2,0 % en moyenne annuelle, après + 1,9 % en 2004 et + 1,8 % en 2003. Cette quasi-stabilité de l'inflation recouvre des mouvements contraires. Les prix des produits pétroliers ont augmenté de 15,3 % après + 8,7 % en 2004, suite à la hausse des cours du pétrole brut. Dans le sillage des produits pétroliers, le prix du gaz de ville a également vivement progressé (+ 6,8 %). Le prix des loyers a fortement augmenté : + 4,0 %. Le prix des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) a nettement progressé, car les taux reçus par les ménages au titre de la rémunération de leurs dépôts ont baissé alors même que les taux interbancaires restaient stables. À l'inverse, le prix du tabac a été quasi stable après avoir très fortement augmenté l'année précédente (+ 0,5 % contre + 24,5 % en 2004) ; cette décélération compense l'accélération sur l'énergie et les loyers.

La consommation d'énergie peu affectée par la hausse des prix

Le climat rigoureux de la fin de l'année 2005 a contribué au soutien de la consommation. En volume, la consommation de chauffage et d'éclairage augmente de 1,5 % alors que son

1 Consommation, prix, revenu et épargne

Variation par rapport à l'année précédente en %

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Dépense de consommation en volume ¹	3,5	3,6	2,5	2,2	2,2	2,3	2,1
Prix de la dépense de consommation	-0,6	2,3	1,7	1,1	1,8	1,9	2,0
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut	3,2	3,4	3,4	3,6	0,9	2,2	1,1
Taux d'épargne (en % du revenu disponible brut)	15,2	15,1	15,8	16,9	15,8	15,8	14,9
Taux d'épargne financière (en % du revenu disponible brut)	6,3	6,7	6,9	8,0	6,7	5,9	4,8

1. Prix de l'année précédente

Source : comptes nationaux base 2000, Insee.

INSEE
PREMIERE



INSEE

prix progresse de 6,4 %. Même pour le fioul domestique, dont les prix se sont envolés de 29,7 % après deux années de hausse sensible, la consommation ne fléchit qu'à peine (-1,4 %). En revanche, pour la quatrième année consécutive, la consommation de carburants et lubrifiants baisse en volume (-2,5 %) alors que la hausse de prix atteint 13,1 %. Le volume du super sans plomb régresse moins en 2005 (-1,8 %) qu'en 2004 (-2,5 %) malgré une augmentation de prix de 10 %. Le prix élevé des carburants n'a eu qu'un impact limité sur les déplacements en automobile des ménages, ce qui confirme la faible élasticité-prix à court terme déjà observée par le passé (1985, 2000, ...).

Dans l'ensemble de la dépense de consommation des ménages en valeur, la part des produits énergétiques est passée de 7,3 % en 2004 à 7,7 % en 2005, retrouvant le niveau de l'an 2000.

Le logement, poids croissant dans le budget des ménages

En 2005, la part des dépenses que les ménages ont consacrée au logement, à son chauffage et son éclairage a atteint un maximum historique de 24,7 % (tableau 2). La hausse en volume de 2,3 % a notamment été soutenue par les loyers acquittés par les locataires, hors aides au logement (+3,4 %). Cette progression marquée des loyers résulte à la fois de l'accroissement du parc de logements et de l'amélioration de sa qualité, ainsi que d'une diminution de la part des aides au logement dans les loyers versés.

Le prix des loyers a également fortement augmenté : +4,0 % contre +2,7 % en 2004. Il faut remonter à 1992 pour retrouver une progression plus marquée. Les hausses liées aux relocations et la progression soutenue de l'indice du coût de la construction sont en grande partie à l'origine de cette accélération. Les ménages ont aussi consommé pour l'équipement de leur logement, en particulier des meubles. Les dépenses de meubles progressent de 1,9 % en 2005, au même rythme qu'en 2004 (1,8 %). Ce marché est soutenu par la bonne orientation de la construction de logements. Le maintien de la TVA à 5,5 % pour les travaux d'amélioration de l'habitat a favorisé l'aménagement en cuisines

équipées. Enfin, la modernisation de l'équipement en produits *High Tech*, et notamment en écrans plats, a incité au renouvellement des meubles de salon.

Audiovisuel, informatique et télécommunications toujours prisés

Pour les biens et services des technologies de l'information et de la communication

(TIC), la croissance en volume dépasse 10 % par an depuis 1997. Restant toujours au-dessus de ce seuil, elle décroît légèrement en 2005 (+11,4 % après +12,9 %). Alors qu'elle ne représente que 4,2 % du total de la dépense de consommation des ménages, elle a contribué pour un quart à la hausse du volume des dépenses en 2005. Les achats d'appareils de réception, de reproduction et d'enregistrement du son et de l'image continuent leur forte progression

2 Évolution de la consommation des ménages par fonction

Variation par rapport à l'année précédente en %

	Poids dans la valeur de la dépense de consommation (%)		Volume			Prix			Valeurs 2005 (milliards d'euros)
	1995	2005	2003	2004	2005	2003	2004	2005	
Alimentation et boissons non alcoolisées	15,1	13,9	1,1	1,6	1,3	2,5	0,3	0,2	132,8
Produits alimentaires	14,0	12,9	0,6	1,7	1,2	2,6	0,3	0,3	122,7
dont : Pain et céréales	2,1	1,9	-0,2	0,1	1,3	2,7	2,1	0,2	18,0
Viandes	4,2	3,8	1,2	0,1	0,8	1,1	2,3	1,4	35,8
Poissons et crustacés	1,1	1,1	1,5	1,2	1,4	1,7	0,5	1,3	10,3
Lait, fromages et œufs	2,2	1,9	1,2	1,9	1,2	1,9	0,2	-1,4	18,4
Fruits et légumes	2,5	2,3	-0,8	5,7	1,0	4,4	-5,0	0,8	22,2
Boissons non alcoolisées	1,1	1,1	7,2	-0,2	3,4	2,0	0,6	-1,1	10,1
Boissons alcoolisées et tabac	3,4	3,1	-7,8	-9,7	-0,9	8,1	12,4	0,1	29,6
Boissons alcoolisées	1,7	1,5	-1,9	-0,4	-1,1	2,1	1,5	-0,2	14,1
Tabac	1,6	1,6	-13,2	-18,2	-0,6	14,4	24,5	0,5	15,5
Articles d'habillement et chaussures	5,9	4,9	3,4	1,3	0,1	-0,5	0,1	0,3	46,3
Articles d'habillement	4,8	4,0	3,6	1,6	0,1	-0,6	0,0	0,2	38,1
Chaussures	1,1	0,9	2,3	-0,1	0,5	-0,1	0,9	0,9	8,2
Logement, chauffage, éclairage	23,1	24,7	3,1	2,8	2,3	2,6	2,6	4,3	235,5
dont : Location de logement	16,6	18,1	2,9	2,7	2,8	2,6	2,7	4,0	172,8
Chauffage, éclairage	3,9	3,8	6,0	3,7	1,5	2,4	1,7	6,4	36,2
Équipement du logement	6,2	5,8	2,3	2,0	0,5	1,2	0,9	0,4	55,4
dont : Meubles, tapis	1,7	1,5	0,3	1,8	1,9	1,4	1,4	0,5	14,2
Appareils ménagers	1,0	0,8	7,6	6,0	-3,0	-2,8	-2,5	-2,1	7,9
Santé	3,4	3,5	2,6	7,1	6,6	1,8	0,5	0,5	33,6
dont : Médicaments	1,5	1,6	3,3	8,2	7,8	0,5	-0,2	-0,4	15,7
Médecine non hospitalière	1,4	1,4	2,7	4,1	5,4	3,0	0,7	1,1	13,7
Transport	14,8	14,9	-1,2	2,1	0,8	2,4	3,6	4,3	141,8
dont : Achats de véhicules	4,4	4,0	-4,7	3,3	3,0	1,4	1,5	0,6	38,2
Carburants, lubrifiants	3,4	3,5	-0,2	-1,5	-2,5	2,5	8,0	13,1	33,7
Services de transports	1,7	2,0	-0,9	7,0	5,3	3,2	0,9	0,9	19,5
Communications	1,9	2,8	8,5	5,3	6,3	-1,0	-1,3	-1,1	26,6
dont : Services de télécommunications	1,5	2,4	7,6	4,4	5,3	-0,8	0,2	0,2	23,0
Loisirs et culture	8,7	9,3	4,6	5,5	4,2	-1,1	-1,3	-1,8	88,3
dont : Appareils électroniques et informatiques	1,9	2,1	10,6	18,3	13,0	-8,8	-9,5	-11,9	20,0
Services culturels et récréatifs	2,8	3,4	2,2	2,8	1,0	2,0	2,5	2,7	32,8
Presse, livres et papeterie	1,7	1,3	-0,5	-1,1	-1,6	1,0	1,7	1,5	12,5
Éducation	0,6	0,7	3,4	3,1	2,0	3,0	5,6	4,8	6,7
Hôtels, cafés et restaurants	6,0	6,2	1,5	-1,0	0,8	2,5	2,7	2,4	58,9
Autres biens et services	12,1	11,2	2,5	1,5	1,7	1,0	2,0	2,9	106,7
dont : Soins personnels	2,2	2,3	1,1	-0,7	-0,9	3,3	2,0	0,8	21,8
Action sociale	1,6	1,7	-4,6	5,4	1,7	2,5	5,4	4,4	16,1
Assurances	3,2	3,4	10,9	-0,5	3,1	2,7	3,1	1,8	32,5
SIFIM ¹	2,2	1,2	0,4	6,0	3,3	-10,4	-3,6	11,9	11,8
Correction territoriale	-1,1	-0,9	-16,0	-17,2	-11,0	1,8	1,9	2,0	-8,9
Dépense de consommation des ménages	100,0	100,0	2,2	2,3	2,1	1,8	1,9	2,0	953,3
Dépense de consommation des ISBLSM ²	-	-	3,3	0,8	-2,5	3,4	3,7	2,6	22,8
Dépense de consommation des APU ³	-	-	2,7	2,2	1,7	2,9	1,7	2,0	264,6
dont : Santé	-	-	3,4	3,1	2,6	3,5	2,1	1,3	118,3
Éducation	-	-	0,0	0,4	0,6	2,6	-0,9	2,6	80,5
Consommation effective des ménages	-	-	2,2	2,3	1,9	2,1	1,9	2,0	1 240,6

1. Services d'intermédiation financière indirectement mesurés.

2. Dépenses de consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages.

3. Dépenses de consommation des administrations publiques en biens et services individualisables.

Source : comptes nationaux base 2000, Insee.

en 2005 (+ 19,5 % en volume après + 19,4 %). La diffusion des nouvelles technologies comme les téléviseurs à écran plat et les enregistreurs de DVD se poursuit à un rythme soutenu. C'est également le cas pour le matériel de traitement de l'information, qui progresse de 19,3 % en volume. L'attrait pour les appareils portables stimule le marché domestique des micro-ordinateurs. Le taux d'équipement des ménages atteint 50 % à la fin de 2005. Les achats de matériel téléphonique progressent toujours fortement : + 24,6 % après + 20,7 % en 2004. Quant aux services de télécommunications, ils augmentent à présent à un rythme plus modéré, voisin de celui qui prévalait avant la diffusion massive de la téléphonie mobile et de l'internet (+ 5,3 % après + 4,4 % en 2004 contre des évolutions moyennes de + 5,1 % sur la période 1990-1997 et + 18,6 % sur la période 1998-2002).

La vigueur de la consommation en « TIC » est soutenue par la baisse ininterrompue du prix de ces biens et services (- 6,0 % en 2005 après - 5,5 % en 2004).

DVD, jeux et jouets en pointe, lecture et cinéma en berne

En 2005, la croissance en volume de la consommation de biens et services de loisirs et de culture reste soutenue (+ 4,2 % après + 5,5 % en 2004). Cette progression s'explique en grande partie par celle des « TIC » (cf. ci-dessus). Les ventes de DVD poursuivent aussi leur progression mais à un rythme plus modéré (118,5 millions d'unités vendues en 2005 contre 111,2 millions en 2004). Deux éléments contribuent à cet

essoufflement : les téléchargements illécites de films sur l'internet se banalisent, et l'offre de DVD tend vers la saturation, avec un ralentissement notable de la progression du nombre de références dans les lieux de vente. Après deux années de forte baisse, les achats de CD enregistrés se sont encore repliés en valeur, mais la baisse des quantités vendues est endiguée grâce à une reprise sur les singles. Parallèlement, le nombre de titres téléchargés légalement croît sensiblement.

Les achats de jouets s'accroissent fortement en 2005 (+ 7,5 % en volume après + 0,1 % en 2004). Pour les jouets traditionnels, les produits phares sont certains jouets animés ainsi que des jeux issus des émissions télévisées. Les jeux vidéo ont profité du lancement de nouveaux produits chez les principaux fabricants. L'arrivée d'une console d'une nouvelle génération a stimulé les ventes. Les ventes de livres reculent en volume pour la première fois depuis 1997, malgré l'arrivée de trois best-sellers qui se sont vendus à plus d'un million d'exemplaires. Les livres à faible tirage ont été délaissés. Même la bande dessinée a marqué le pas, en dépit d'une production de titres en hausse de 25 %.

Après une embellie en 2004 (+ 10,4 % en volume), les dépenses de cinéma reculent en 2005 (- 10,8 %). Avec 174 millions d'entrées dans les salles, le niveau est revenu à celui de 2003. Pour la première fois, plus de la moitié des entrées ont été réalisées dans les multiplexes. La baisse des entrées est encore plus forte pour les films français (- 15 %). Ceux-ci ne couvrent que 37 % du marché en 2005, le nombre de films français dépassant le million d'entrées s'étant réduit par rapport à 2004.

Progression pour les transports collectifs

Les dépenses de transports ont encore progressé en 2005 (+ 0,8 % en volume), bien que la décélération soit sensible par rapport à 2004 (+ 2,1 %). Elles atteignent ainsi 14,9 % de l'ensemble des dépenses.

Les achats d'automobiles restent sur leur tendance positive de l'année précédente (+ 2,6 % après + 3,1 %). C'est le marché des automobiles neuves qui est resté dynamique (tableau 3). Cette poussée a bénéficié aux immatriculations étrangères dont la part a atteint 44 %, frôlant ainsi son plus haut niveau historique de 1997. Les voitures allemandes et japonaises ont eu du succès alors que les immatriculations de voitures françaises ont reculé de 1 %.

Les ventes de véhicules d'occasion transitant par les réseaux de concessionnaires, après le repli amorcé en 2003, n'ont pas retrouvé leur vigueur passée et ne progressent que faiblement (+ 1 % en volume). Ceci est dû en particulier à une réduction de l'écart de prix entre les voitures d'occasion de moins d'un an et les voitures neuves. Les marques ont en effet pratiqué des mesures commerciales particulièrement attractives sur les voitures neuves : remises importantes, options gratuites...

Pour la quatrième année consécutive, les achats de bicyclettes progressent de plus de 10 % (13,5 % en volume en 2005 après 11,1 % en 2004). Les importations ont bondi de plus de 40 % en 2005 et des mesures antidumping ont été prorogées pour limiter les arrivées de Chine ainsi que du Vietnam.

En 2005, la consommation des ménages en services de transports a poursuivi sa progression (+ 5,3 % en volume) après une année de forte hausse (+ 7,0 % en 2004). La hausse a été marquée pour le transport aérien (+ 6,9 %) dont les prix ont diminué pour la deuxième année consécutive malgré la hausse du prix du kérosène. En effet, après la disparition de deux compagnies à bas coût en 2003, la contraction de l'offre avait provoqué une augmentation des prix. L'activité internationale est toujours dynamique. Le trafic à destination de l'Union européenne a poursuivi son développement. De plus, la croissance du trafic de voyageurs vers des destinations plus lointaines s'est confirmée. Quant au transport national,

3 Évolution de la consommation de biens durables

Variation en volume par rapport à l'année précédente en %

	2001	2002	2003	2004	2005	Poids dans la valeur de la consommation en 2005 (%)
Automobiles	6,5	-2,1	-5,5	3,1	2,6	3,7
Automobiles neuves	3,7	-4,7	-7,8	3,5	3,3	2,6
Automobiles d'occasion ¹	14,4	4,8	0,0	2,5	1,0	1,1
Téléviseurs	3,7	12,1	14,6	30,9	29,2	0,3
Réfrigérateurs, congélateurs	-0,3	5,8	15,6	2,3	-8,4	0,2
Lave-linge	3,4	3,8	5,5	7,1	-6,1	0,1
Meubles	0,0	2,2	0,0	1,8	1,9	1,3
Autres biens durables ²	5,9	10,0	14,3	15,8	11,2	2,6
Ensemble des biens durables	5,0	2,8	2,5	7,8	5,7	8,2

1. Véhicules de démonstration, véhicules appartenant aux loueurs, véhicules des ménages lorsque la vente est réalisée par des intermédiaires (dans ce cas sont comptées uniquement les marges réalisées par l'intermédiaire).

2. Matériel téléphonique, magnétoscopes, lave-vaisselle, appareils de cuisson, caravanes, cycles et motocycles, etc.

Source : comptes nationaux base 2000, Insee.

il s'est stabilisé grâce aux liaisons vers Orly après un repli sur la période 2001-2003 dû à la vive concurrence du TGV sud-est.

La croissance des transports ferroviaires (+ 3,7 %) est principalement due au réseau TGV. Les transports urbains de voyageurs ont subi la baisse de la fréquentation des bus (+ 2,1 % après + 4,8 % en 2004).

Les dépenses de santé à la charge des ménages en forte progression

Le volume des biens et services de santé restant à la charge des ménages a poursuivi sa forte progression (+ 6,6 % en 2005 après + 7,1 % en 2004). Les dépenses de consommation des administrations publiques, quant à elles, augmentent toujours mais ont ralenti (+ 2,6 % après + 3,1 % en 2004). De nouvelles mesures prises dans le cadre de la réforme de l'assurance maladie ont en effet contribué à accroître la part du financement des dépenses de santé par les ménages : la mise en place de la participation forfaitaire d'un euro par consultation chez le médecin et par analyse médicale en laboratoire, ainsi que le moindre remboursement de certains médicaments.

Croissance modérée pour l'alimentaire et l'habillement

Les achats tout comme les prix des produits de l'alimentation ont crû à un rythme modéré (+ 1,3 % pour le volume et + 0,2 % pour les prix). La reprise de la consommation de viande (+ 0,8 %) s'est

concentrée sur le veau, le mouton et la volaille, malgré l'arrivée de la grippe aviaire en Europe en fin d'année. La consommation de boissons alcoolisées a reculé pour la troisième année consécutive. Cette baisse peut être mise en relation avec le renforcement des mesures de contrôle en matière de sécurité routière. Au contraire, celle des boissons non alcoolisées hors café, thé, cacao, a augmenté du fait de la sécheresse et de la baisse de leur prix. La réduction de consommation du tabac marque le pas : - 0,6 % en 2005 contre - 18,2 % en 2004. Le prix du tabac a retrouvé une évolution modérée après deux ans de très fortes hausses (+ 0,5 % après + 24,5 % en 2004, + 14,4 % en 2003 et + 8,4 % en 2002). Pendant cette période de fortes hausses, les achats de tabac avaient, il est vrai, déjà baissé de 31,5 %.

Les dépenses d'habillement et de chaussures ont été quasiment stables en 2005 (+ 0,1 % en volume après + 1,3 % en 2004). Le démantèlement des quotas au début de l'année 2005 a certes entraîné une augmentation massive des importations en provenance de Chine pour les produits concernés, mais celle-ci s'est faite aux dépens de la production nationale et d'autres pays exportateurs (Espagne, Italie, pays du Maghreb). Ainsi, l'impact sur la consommation des ménages a été peu sensible.

Source

Comptes de la Nation 2005, base 2000. Dans l'ensemble du texte, les évolutions présentées sont en volume, aux prix de l'année précédente, sauf mention contraire.

Définitions

La consommation effective des ménages est la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

La dépense de consommation des ménages se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels. On y inclut aussi les loyers imputés, que les ménages propriétaires de leur résidence principale se versent implicitement à eux-mêmes.

Les consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des APU et ISBLSM sont celles dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. C'est le cas en particulier des dépenses pour l'éducation, la santé et l'action sociale.

Bibliographie

« Les comptes de la Nation en 2005 - Dynamisme de la consommation et de l'investissement, ralentissement de la consommation publique », *Insee Première* n° 1077, mai 2006.

« L'économie française - Comptes et dossiers », édition 2006/2007, *Collection Insee Références*, juillet 2006.

« La consommation des ménages en 2004 », *Insee Résultats* (cédérom inclus), août 2005.

« 15 ans d'achats de produits sucrés - Moins de sucre, davantage de produits transformés », *Insee Première* n° 1088, juillet 2006.

Dossier base 2000 sur www.insee.fr, rubrique Comptes nationaux annuels.

INSEE PREMIÈRE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : www.insee.fr (rubrique Publications)

Vous pouvez vous abonner gratuitement aux avis de parution dans <http://www.insee.fr/fr/ppp/abonnement/abonnement.asp#formulaire>

BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

À RETOURNER À : INSEE/CNGP, Service Abonnement - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1
Tél. : 03 22 97 31 70 Fax : 03 22 97 31 73

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE - Tarif 2006

Abonnement annuel : 74 € (France) 92 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : _____ Activité : _____

Adresse : _____ Tél : _____

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : _____ €.

Date : _____ Signature

Direction Générale :
18, Bd Adolphe-Pinard
75675 Paris cedex 14
Directeur de la publication :
Jean-Michel Charpin
Rédacteur en chef :
Daniel Temam
Rédacteurs : R. Baktavatsalou,
C. Benveniste, C. Dulon,
A.-C. Morin
Maquette : C. Kohler
Code Sage IP061096
ISSN 0997 - 3192
© INSEE 2006

